RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 05581
Numéro SIREN : 488 579 988
Nom ou dénomination : ABA HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 25/04/2019 sous le numéro de dépôt 49319



1907603402

DATE DEPOT :	2019-04-25
NUMERO DE DEPOT :	2019R049319
N° GESTION :	2011B05581
N° SIREN :	488579988
DENOMINATION :	ABA HOLDING
ADRESSE :	\15 rue de la Roquette angle 20 rue Daval 75011 Paris
DATE D'ACTE :	2019/03/14
TYPE D'ACTE :	CONTRAT
NATURE D'ACTE :	APPORT

CONTRAT D'APPORTS DE TITRES

Apport de titres de la société
IGUANA HOLDING

Par

Monsieur Alain BOUDOU

A la société bénéficiaire
ABA HOLDING

CONTRAT D'APPORTS DE TITRES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Alain BOUDOU

Né le 25 décembre 1969 à Saint-Flour (Cantal)
De nationalité française
Pacsé avec Madame Lucie PEYRESITE

Demeurant 21 Rue Martel 75010 PARIS

Ci-après dénommé « L'APPORTEUR»
Soussigné de première part,

ET

La société ABA HOLDING

Société en Nom Collectif
Dont le capital social s'élève à 1 001 000 euros
Dont le siège social se situe 15 Rue de la Roquette angle 20 Rue Daval 75011 PARIS
Et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS
Sous le numéro 488 579 988 RCS PARIS

Représentée par Monsieur Alain BOUDOU
En sa qualité de Gérant

Ci-après dénommée « SOCIETE BENEFICIAIRE»
Soussignée de seconde part,

AB

IL EST EXPOSE PREALABLEMENT CE QUI SUIT :

EXPOSE

- Monsieur Alain BOUDOU apporte les 200 actions qu'il détient dans le capital de la société « IGUANA HOLDING »

I — PRESENTATION DE LA SOCIETE IGUANA HOLDING

La société « IGUANA HOLDING » est une Société par actions simplifiée au capital de 2 000 euros, dont le siège social se situe à PARIS (75011) Angle 20 rue Daval-15 rue de la Roquette.

Elle est immatriculée près du registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 803 401 850.

Son capital social de 2 000 euros est divisé en 200 actions de 10 euros chacune de nominal, attribuées en totalité à

- Monsieur Alain BOUDOU propriétaire de 200 actions.

Monsieur Alain BOUDOU est président de la société.

Durée : jusqu'au 07 juillet 2113.

Son exercice social clôture le 31 décembre de chaque année.

Elle a pour objet social:

- La prise de participations, sous quelque forme que ce soit, directe ou indirecte, dans toutes sociétés ou entreprises industrielles, financières ou autres, françaises ou étrangères.

- L'acquisition par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière toutes valeurs mobilières et droits et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la société jugera appropriés, et plus généralement les détenir, gérer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la société jugera appropriés.

- La réalisation de toutes prestations de services au profit des sociétés du groupe.

- Et généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, notamment économiques, commerciales, juridiques, ou financières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet social ou à tous objets similaires communs ou complémentaires.

AB

II - PRESENTATION DE LA SOCIETE BENEFICIAIRE DES APPORTS

L'apporteur précité décide d'apporter la totalité de ses parts à la société « ABA HOLDING ». Cette dernière présente les caractéristiques suivantes :

Forme:	Société en nom collectif
Dénomination :	ABA HOLDING
Objet :	L'acquisition, l'administration, la gestion et la vente de toute participation financière ou de tout bien immobilier, La prise de participation, droits et intérêts, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les entreprises, sociétés ou groupements ; la gestion, l'exploitation, l'aliénation de ces participations, droits et intérêts ; L'accomplissement de tous travaux, services ou prestations intéressant les entreprises, et notamment sur le plan administratif, technique, comptable, publicitaire, commercial ou financier ou de toutes autres tâches concernant l'organisation ; Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, à ce qui précède ou susceptible de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.
Durée :	99 ans
Siège social :	15 Rue de la Roquette angle 20 Rue Daval 75011 PARIS
Capital social :	1 001 000 euros divisé en 100 100 parts sociales de 10 euros
Gérant :	Monsieur Alain BOUDOU

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

I - APPORT DE TITRES

L'apporteur, apporte à la société « ABA HOLDING », sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Alain BOUDOU, ès-qualité ; la totalité des actions de la société « IGUANA HOLDING ».

Il est ici précisé que ledit apport en nature effectué à titre pur et simple est net de tout passif et consiste uniquement en des droits sociaux détenus par l'APPORTEUR dans la société « IGUANA HOLDING », à l'exclusion par conséquent de tout autre élément tant d'actif que de passif.

II - EVALUATION DES APPORTS

L'apport objet des présentes a été valorisé en tenant compte de la valeur comptable de la société « IGUANA HOLDING » suivant bilan arrêté au 30 septembre 2017, et de sa situation juridique à la même date.

1/ EVALUATION DES TITRES APPORTES DE LA SOCIETE « IGUANA HOLDING »

Les 200 actions apportées par Monsieur Alain BOUDOU de la société « IGUANA HOLDING » sont évaluées, selon le rapport ci-annexé, à la somme de 10,05 euros l'action, soit au total 2 010 euros.

2/ RECAPITULATIF DES APPORTS DE TITRES

. Apport des 200 actions de Monsieur Alain BOUDOU	2 010 €
TOTAL DE L'APPORT	**2 010 €**

III - REMUNERATION DES APPORTS

Le présent apport est rémunéré par l'attribution à l'apporteur de parts de 10 euros de nominal chacune entièrement libérées de la société « ABA HOLDING », qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital ainsi qu'à la constitution d'une prime d'émission, à savoir :

Monsieur Alain BOUDOU recevra :

- **134 parts sociales** de la société « ABA HOLDING » (15 euros de valeur réelle unitaire)

d'une valeur nominale de 10 euros,	**soit 1 340 euros**
et l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale	**soit 670 euros**

sera inscrit dans un compte spécial au passif du bilan de la société.

Soit au total 2 010 euros.

Les parts sociales nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation du capital entièrement assimilées aux parts anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions d'assemblées générales.

Le droit aux dividendes de l'apporteur s'exercera pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice en cours à cette date de réalisation, étant précisé qu'au

titre de cet exercice, le dividende global susceptible de lui revenir sera réduit au prorata temporis, en raison du temps écoulé entre ladite date et la fin de l'exercice par rapport à une année entière.

Ces parts seront négociables dès la date de réalisation de l'augmentation de capital.

IV - TABLEAU RECAPITULATIF DES APPORTS ET REMUNERATIONS

Sté Ciblée / Apporteur	IGUANA HOLDING		TOTAL APPORTS (€)	ABA HOLDING	
	Nbr d'actions	Valeur		Rémunération Nb parts x 10€	Prime d'émission
Alain BOUDOU	200	10,05 €	2 010 €	134 parts x 10€	670 €

V - VERIFICATION ET APPROBATION DES APPORTS

L'évaluation des apports objet des présentes, et leur rémunération, fera l'objet d'un rapport établi par :

Monsieur Jérôme BENAINOUS
80 Rue de Prony
75017 PARIS

Désigné à l'unanimité des associés le 08 mars 2019.

VI - PROPRIETE JOUISSANCE

La société aura la propriété et la jouissance des titres apportés à compter de la date de réalisation telle que définie à l'article ci-dessous.

La société bénéficiaire se trouvera à compter de la réalisation des présentes, subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux titres apportés chez la société « IGUANA HOLDING ».

Elle aura droit à tout dividende, intérêt produits, remboursement ou droit quelconque détaché ou mis en distribution sur les actions à elle apportées à compter dudit jour.

L'APPORTEUR deviendra propriétaire des parts nouvelles à compter de la réalisation de l'augmentation de capital dans la société bénéficiaire.

AB

VII - REALISATION DES CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent apport sera définitif dès la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- établissement du rapport du Commissaire aux Apports comportant appréciation sur l'évaluation, les modalités et la rémunération des apports,

- Approbation de l'évaluation de l'apport et de l'octroi d'avantages particuliers éventuels et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés ou par accord unanime des associés constaté dans un acte sous signature privée,

- délibérations de la société « IGUANA HOLDING » portant agrément de la société « ABA HOLDING » en qualité de nouvelle associée,

La réalisation de ces conditions suspensives devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2019, à défaut, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu sans indemnité de part ni d'autre.

VIII - CHARGES ET CONDITIONS DES APPORTS

Le bénéficiaire du présent apport sera propriétaire des titres apportés et en aura la jouissance à compter de la réalisation des conditions suspensives.

1. L'apporteur déclare en ce qui le concerne :

- qu'il est habituellement résident au sens de la réglementation des changes,

- qu'il a la pleine capacité juridique d'aliéner et de disposer des actions apportées sur sa simple signature,
- que les titres apportés le sont en pleine propriété, libres de tout nantissement et de toutes inscriptions,

- qu'il n'existe aucun obstacle pouvant restreindre la libre transmission des actions apportées,

- que les titres apportés sont intégralement libérés et ne sont grevés d'aucun gage, nantissement ou clause d'inaliénabilité quelconque,

- qu'il n'existe à ce jour aucune convention qui permettrait à un tiers d'exercer des droits quelconques sur lesdits titres du fait de leur apport,

- qu'il détient des droits de pleine propriété réguliers sur lesdits titres, ceux-ci ne faisant l'objet d'aucun litige ; il est en conformité avec toutes réglementations fiscales ou autres et il est formellement habilité à apporter lesdits titres,

- que la société « IGUANA HOLDING » dont les titres sont apportés n'a jamais été et

n'est pas en état de cessation des paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable,

- que les opérations réalisées par la société « IGUANA HOLDING » depuis le début de l'exercice en cours ne sont pas de nature à affecter les évaluations des titres apportés.

2. Entre la date de signature du présent acte d'apport et la date de réalisation de l'opération, l'apporteur continuera à gérer les titres apportés selon les mêmes principes, règles et conditions que par le passé, il ne prendra sur ces biens aucun engagement important sortant du cadre de la gestion courante et ne procèdera à aucune opération de vente, échange, ou transfert ou de nantissement, de quelque manière que ce soit, portant sur les titres apportés, sans l'accord préalable de la société.

3. La société bénéficiaire prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouveront au jour de la réalisation de l'apport, sans pouvoir exercer aucun recours contre l'apporteur pour quelque cause que ce soit. Elle sera purement et simplement substituée dans tous les droits et obligations des apporteurs qui n'entendent lui donner aucune autre garantie.

4. L'apporteur s'engage à fournir à la société tous concours, signatures et justifications qui pourraient être nécessaires en vue de la régularisation et de la transmission des titres apportés et de l'accomplissement de toutes formalités.

5. La société bénéficiaire se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant les titres apportés et se chargera d'effectuer, en tant que de besoin, toutes les formalités et de remplir les obligations prescrites par la réglementation, et s'engage notamment à effectuer les formalités afférentes à l'apport, dans les meilleurs délais suivant la date de réalisation définitive de l'opération d'apport.

6. Dès la réalisation définitive de l'apport, la société « ABA HOLDING » sera seule habilitée, aux lieu et place de l'apporteur, à effectuer toute opération relative à la propriété des titres apportés ou en résultant, sauf requérir, en cas de besoin, l'assistance de l'apporteur.

7. Les parties soussignées affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du C.G.I., que le présent acte exprime la valeur réelle du bien apporté.

La société bénéficiaire se trouve subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux titres apportés.

IX - DECLARATIONS FISCALES

Enregistrement

S'agissant d'apports purs et simples faits durant l'existence de la société, ils sont enregistrés gratuitement conformément à l'article 810 I du Code Général des Impôts.

Les parties précisent en tant que de besoin que les présents apports auront sur le plan fiscal la même date d'effet que sur le plan juridique.

En matière d'impôt sur le revenu

L'apport de titres à la société « ABA HOLDING », société soumise à l'impôt sur les sociétés, bénéficie de plein droit, s'agissant de la plus-value d'apport réalisé par des personnes physiques, du régime du report d'imposition prévu par l'article 150-0 B Ter du Code Général des Impôts.

Calcul du report d'imposition

Aux termes du présent contrat d'apport, Monsieur Alain BOUDOU apporte la totalité des actions qu'il détient dans la société « IGUANA HOLDING » à la société « ABA HOLDING », dont il est associé et gérant.

Les conditions prévues par l'article 150-0 B Ter du Code Général des Impôts étant réunies, le report d'imposition de la plus-value est automatique.

La plus-value étant réalisée lors de l'apport de titres, son montant est donc déterminé selon les règles en vigueur à la date de l'apport, dans les conditions de droit commun par différence entre le prix de cession et le prix d'acquisition ou de souscription des titres apportés (article 150-0 A du Code Général des Impôts).

Suite à cet apport de titres, Monsieur Alain BOUDOU s'engage à déclarer la plus-value en report dans leur déclaration de revenus 2042 C.

X - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Les parties attribuent compétence exclusive au Tribunal d'Instance de PARIS pour toutes difficultés pouvant survenir au sujet du présent acte ou de ses suites.

XI - DECLARATIONS DIVERSES

L'apporteur déclare que les participations faisant l'objet de l'apport ne sont grevées d'aucune inscription de privilège quelconque ou de nantissement ni ne font l'objet d'aucune saisie ou séquestre.

Tous les documents juridiques concernant les biens apportés et la réalisation matérielle du transfert des titres seront remis à la société à la date de réalisation définitive de l'opération.

La société bénéficiaire reconnaît avoir reçu avant ce jour :

- un exemplaire des statuts à jour de la société « IGUANA HOLDING »,
- un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés concernant la société dont les titres font l'objet du présent apport.

XII - AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

XIII - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la société « ABA HOLDING », qui s'oblige à les payer.

XIV - FORMALITES DIVERSES

La société « ABA HOLDING » remplira dans les délais prévus les formalités légales et fera opérer toutes publications prescrites par la loi à l'effet de rendre opposable aux tiers les présents apports de titres.

XV - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- pour l'APPORTEUR, en sa demeure comme indiqué en tête des présentes,
- pour la société « ABA HOLDING » en son siège social.

Fait à Paris
Le 14 mars 2019
En trois exemplaires

L'APPORTEUR

M. Alain BOUDOU

LA SOCIETE BENEFICIA IRE

Pour la SNC ABA HOLDING
M. Alain BOUDOU

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-HYACINTHE
Le 05/04 2019 Dossier 2019 00016716, référence 7544P61 2019 A 07030
Enregistrement : 125 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros
L'Agent administratif des finances publiques

Jean François BRUNELLE
Agent des Finances Publiques



1907603401

DATE DEPOT :	2019-04-25
NUMERO DE DEPOT :	2019R049319
N° GESTION :	2011B05581
N° SIREN :	488579988
DENOMINATION :	ABA HOLDING
ADRESSE :	\15 rue de la Roquette angle 20 rue Daval 75011 Paris
DATE D'ACTE :	2019/04/01
TYPE D'ACTE :	PROCES VERBAL D'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
NATURE D'ACTE :	AUGMENTATION DE CAPITAL
	MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

25 AVR. 2019

ABA HOLDING

Société en nom collectif
au capital de 1 001 000 euros
Siège social : 15 Rue De La Roquette Angle 20 Rue Daval
75011 PARIS
488 579 988 RCS PARIS

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 01 AVRIL 2019

L'an deux mille dix-neuf,
Le 1er avril,
A 14 heures,

Les associés de la société « ABA HOLDING », société en nom collectif au capital de 1 001 000 euros, divisé en 100 100 parts de 10 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

Monsieur Alain BOUDOU, propriétaire de 100 099 parts sociales

Société SEYDOL, représentée par son gérant Monsieur Alain BOUDOU, propriétaire de 1 part sociale

seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Alain BOUDOU, gérant et associé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

CERTIFIÉ CONFORME À L'ORIGINAL

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance et du rapport du commissaire aux apports,
- Approbation d'un apport en nature consenti à la Société, de son évaluation et de sa rémunération,
- Augmentation du capital social d'une somme de 1 340 euros par apport en nature,
- Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- Modification corrélative des statuts,
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- la feuille de présence,
- le rapport de la gérance,
- le rapport du commissaire aux apports,
- le contrat d'apport conclu le 14 mars 2019 entre Monsieur Alain BOUDOU et la société « ABA HOLDING »,
- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

Il rappelle que le rapport du commissaire aux apports a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Paris le 18 mars 2019.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture du rapport de la gérance, du contrat d'apport et du rapport du commissaire aux apports.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

AB

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- d'un contrat d'apport en date à Paris du 14 mars 2019 aux termes duquel Monsieur Alain BOUDOU fait apport à la Société de 200 actions de la société « IGUANA HOLDING » évaluées à 2 010 euros,

- du rapport de Monsieur Jérôme BENAINOUS, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés en date du 08 mars 2019,

Approuve cet apport aux conditions stipulées à l'acte d'apport et l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance et du rapport du commissaire aux apports, décide à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première résolution d'augmenter le capital social de 1 340 euros pour le porter de 1 001 000 euros à 1 002 340 euros, au moyen de la création de 134 parts sociales nouvelles de 10 euros chacune, entièrement libérées et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport.

Les parts sociales nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires, assimilées aux parts anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

La différence entre la valeur de l'apport et le montant de l'augmentation de capital, soit la somme de 670 euros, constitue une prime d'apport qui sera inscrite à un compte spécial au passif du bilan sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'assemblée générale des associés.

L'Assemblée Générale, prenant acte des déclarations faites au contrat d'apport par Monsieur Alain BOUDOU, constate que les 134 parts sociales nouvelles émises au titre de l'augmentation de capital doivent être attribuées en totalité à ce dernier.

L'Assemblée Générale reconnait sincère et véritable la déclaration relative à la répartition et à la libération des parts sociales nouvelles faites au contrat d'apport par la gérance.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

AB

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale constate que l'augmentation de capital est définitivement réalisée et décide de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

"Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 01er avril 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 1 340 euros par apport en nature effectué par Monsieur Alain BOUDOU."

- Monsieur Alain BOUDOU apporte 200 actions de la société « IGUANA HOLDING » d'une valeur de 2 010 euros et est rémunéré ainsi :

134 parts sociales de la société «ABA HOLDING » (15 euros de valeur réelle unitaire) de 10 euros de valeur nominale, soit 1 340 euros (mille trois cent quarante euros) et 670 euros de prime d'émission inscrit dans un compte spécial au passif du bilan de la société.

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à *un million deux mille trois cent quarante euros* (1 002 340 euros).

Il est divisé en 100 234 parts sociales de 10 euros chacune, lesquelles sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Alain BOUDOU,	100 233 parts sociales
La société SEYDOL,	1 part sociale
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	**100 234 parts."**

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

Monsieur Alain BOUDOU
Gérant

Monsieur Alain BOUDOU

Pour la société SEYDOL

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-HYACINTHE
Le 02/04 2019 Dossier 2019 00017760, référence 7544P61 2019 A 06603
Enregistrement : 94 Pénalités : 01
Total Liquidé : Zéro Euro
Montant reçu : Zéro Euro
L'Agent administratif des finances publiques



1907603403

DATE DEPOT :	2019-04-25
NUMERO DE DEPOT :	2019R049319
N° GESTION :	2011B05581
N° SIREN :	488579988
DENOMINATION :	ABA HOLDING
ADRESSE :	\15 rue de la Roquette angle 20 rue Daval 75011 Paris
DATE D'ACTE :	2019/04/01
TYPE D'ACTE :	STATUTS A JOUR
NATURE D'ACTE :	

ABA HOLDING

Société en nom collectif
au capital de 1 002 340 euros
Siège social : 15 Rue De La Roquette Angle 20 Rue Daval
75011 PARIS
488 579 988 RCS PARIS

de Commerce de Paris
25 AVR. 2019
Sous le N° : 05345

STATUTS MIS A JOUR

AU 01 AVRIL 2019

Certifié conforme par le représentant légal
Monsieur Alain BOUDOU

ARTICLE 1 - FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée.

Suivant Assemblée Générale Extraordinaire des Associés en date du 24 novembre 2010, la société a été transformée en Société Civile avec effet immédiat et les Associés ont adopté les nouveaux statuts.

Elle a été transformée en Société en Nom Collectif par décision de l'unanimité des associés prise en Assemblée Générale Extraordinaire le 23 décembre 2010.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet :

- l'acquisition, l'administration, la gestion et la vente de toute participation financière ou de tout bien immobilier,
- la prise de participation, droits et intérêts, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes les entreprises, sociétés ou groupements ; la gestion, l'exploitation, l'aliénation de ces participations, droits et intérêts ;
- l'accomplissement de tous travaux, services ou prestations intéressant les entreprises, et notamment sur le plan administratif, technique, comptable, publicitaire, commercial ou financier ou de toutes autres tâches concernant l'organisation ;
- et, généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement, à ce qui précède ou susceptible de favoriser le développement et l'extension des affaires sociales.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

" ABA HOLDING "

Elle doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " Société en Nom Collectif " ou des initiales " S.N.C. ".

ARTICLE 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

1. La durée de la Société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2. L'année sociale commence le 1er Janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société reste fixé à :

PARIS - 11ème – 15 rue de la Roquette – Angle 20 rue Daval.

Il peut être transféré en tout autre endroit par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été déposé à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque ainsi qu'il résulte d'un certificat établi par ladite Banque, la somme en numéraire de MILLE EUROS (€ 1.000), par Monsieur Alain BOUDOU.

Par une décision en date du 6 décembre 2010, le capital social a été augmenté d'une somme de 1.000.000 euros par création de 100.000 parts sociales de 10 euros de valeur nominale.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 01er avril 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 1 340 euros par apport en nature effectué par Monsieur Alain BOUDOU."

- Monsieur Alain BOUDOU apporte 200 actions de la société « IGUANA HOLDING » d'une valeur de 2 010 euros et est rémunéré ainsi :

134 parts sociales de la société «ABA HOLDING » (15 euros de valeur réelle unitaire) de 10 euros de valeur nominale, soit 1 340 euros (mille trois cent quarante euros) et 670 euros de prime d'émission inscrit dans un compte spécial au passif du bilan de la société.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à *un million deux mille trois cent quarante euros* (1 002 340 euros).

Il est divisé en 100 234 parts sociales de 10 euros chacune, lesquelles sont attribuées et réparties comme suit :

Monsieur Alain BOUDOU,	100 233 parts sociales
La société SEYDOL,	1 part sociale
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	**100 234 parts.**

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

1. Le capital social peut être augmenté de toutes les manières autorisées par la Loi, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Ces augmentations de capital sont réalisées soit par création de parts sociales nouvelles, soit par élévation corrélative du montant nominal des parts sociales existantes.

2. Le capital social peut également être réduit, pour quelque cause que ce soit, par une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 9 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte simplement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

ARTICLE 10 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de désigner l'un deux pour les représenter auprès de la Société : à défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

En cas de démembrement de la propriété des parts sociales, l'usufruitier participe seul aux décisions collectives relatives à l'approbation du rapport de la Gérance et des comptes de l'exercice écoulé et à l'affectation des résultats. Le nu-propriétaire participe seul à toutes les autres décisions.

ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

La propriété de chaque part sociale confère un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social. Les pertes se répartissent le cas échéant de la même façon.

Les droits et obligations attachés à chaque part sociale la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers, créanciers, représentants d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

Chaque associé répond indéfiniment et solidairement des dettes sociales vis-à-vis des tiers.

Dans leurs rapports entre eux, chacun des associés ne répond des dettes sociales qu'en proportion de ses droits dans le capital.

ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Cessions entre vifs

La cession des parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le Gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité accomplie par le dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux expéditions ou deux originaux de l'acte de cession.

Toute cession entre vifs, à quelque titre que ce soit, même au profit d'une personne déjà associée, ne peut être réalisée qu'avec le consentement de tous les associés.

Le projet de cession est notifié à la Gérance par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant l'identité du cessionnaire proposé, le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément, ainsi que le prix de cession envisagé.

Dans les huit jours de la réception de la notification à elle faite, la Gérance doit convoquer l'Assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession ou consulter les associés par écrit sur ledit projet.

Le refus d'agrément fait obstacle à la réalisation de la cession projetée et l'associé cédant reste propriétaire des parts sociales qui devaient faire l'objet de la cession.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'acceptation ou l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, les coassociés de l'époux associé statuent à l'unanimité sur l'agrément du conjoint. En cas de refus d'agrément, le conjoint associé reste seul associé pour la totalité des parts communes.

3 - Décès d'un associé

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue entre les associés survivants.

Le décès entraîne annulation de plein droit des parts sociales de l'associé décédé.

Cette annulation a pour effet la réduction du capital et le remboursement de la valeur des parts sociales.

La valeur des parts sociales est fixée à l'amiable au jour du décès ou, à défaut d'accord, par expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. La Société dispose d'un délai de 3 mois à compter de la date d'acceptation amiable du prix ou de la notification du rapport de l'expert pour rembourser les ayants droit.

Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

4 - Dissolution d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution d'une communauté de biens entre époux, l'attribution des parts communes au conjoint non associé est soumise à l'agrément des associés. Celui des conjoints qui possédait déjà la qualité d'associé ne participe pas au vote.

5 - Dissolution d'une personne morale associée

La dissolution pour quelque motif que ce soit, même pour fusion ou scission d'une personne morale associée, est assimilée au décès d'un associé et suit le même régime.

Les attributaires des parts ayant appartenu à la personne morale dissoute sont soumis à l'agrément des autres associés.

6 - Associé survivant unique

Les dispositions ci-dessus s'appliquent lorsque le décès ne laisse subsister qu'un seul associé survivant, sous réserve de l'application de l'article 1844-5 du Code Civil.

ARTICLE 13 - PROCEDURE DE REDRESSEMENT OU DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, INTERDICTION D'EXERCER UNE PROFESSION COMMER-CIALE OU INCAPACITE FRAPPANT L'UN DES ASSOCIES

Lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale, une mesure d'interdiction d'exercer une profession commerciale ou une mesure d'incapacité est prononcé à l'égard de l'un des associés, la Société n'est pas dissoute et continue entre les autres associés.

La valeur des droits sociaux à rembourser à l'associé qui perd cette qualité est déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil. Les parts sociales sont rachetées par la Société qui réduit, le cas échéant, son capital en conséquence ou, s'ils le décident, à l'unanimité, par les autres associés ou par des tiers agréés par eux.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent même lorsqu'il n'existe qu'un associé autre que l'associé exclu, sous réserve de l'application de l'article 1844-5 du Code Civil.

ARTICLE 14 - COMPTE COURANT

Les associés peuvent, du consentement de la Gérance, verser dans la caisse sociale des fonds en compte courant.

Les conditions de rémunération et de retrait de ces avances sont déterminées d'accord entre les associés prêteurs et le ou les Gérants.

ARTICLE 15 - NOMINATION DES GERANTS

La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non, désignés pour une durée déterminée ou non par décision ordinaire des associés.

Lorsqu'une personne morale exerce la Gérance, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Cette personne morale doit désigner son représentant permanent auprès de la Société par lettre recommandée. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner son remplaçant.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DE LA GERANCE - OBLIGATIONS - REMUNEATION

1 - Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance, agissant au nom de la Société, a pouvoir de passer seule tous actes entrant dans l'objet social.

2 - Dans les rapports entre associés, il est convenu que la Gérance ne pourra, sans y avoir été préalablement autorisée par décision prise à l'unanimité des associés, acheter, vendre ou échanger tout immeuble ou fonds de commerce, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux ou un nantissement sur le fonds de commerce, concourir à la constitution de toute Société ou faire apport de tout ou partie des biens sociaux à une Société constituée ou à constituer.

3 - Il peut être attribué par décision collective ordinaire, une rémunération à la Gérance ; les modalités de cette rémunération sont fixées par ladite décision.

ARTICLE 17 - REVOCATION - DEMISSION DES GERANTS

1 - La révocation d'un Gérant associé est décidée à l'unanimité des autres associés.

La révocation d'un Gérant non associé intervient sur décision ordinaire des associés.

La révocation peut encore résulter d'une décision de justice pour cause légitime.

La révocation d'un Gérant, associé ou non, n'entraîne pas la dissolution de la Société, sauf décision contraire des associés.

2 - Le Gérant révoqué, s'il est associé, pourra décider de se retirer de la Société en demandant le remboursement de ses parts sociales dont la valeur sera déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Cette décision devra être notifiée, dans les trois mois de la révocation à chacun des autres associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'associé ou les associés restant pourront désigner un tiers pour se porter acquéreur des parts sociales.

3 - Les fonctions d'un Gérant cessent par sa démission, qui prend effet dans les deux mois de l'envoi d'une notification à chaque autre associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En accord avec l'intéressé, les autres associés peuvent réduire ce délai.

En aucun cas, la démission d'un Gérant ne met fin à la Société, à moins que les autres associés ne décident la dissolution à l'unanimité.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer par décision ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants.

Le cas échéant, la Société doit désigner au moins un Commissaire aux Comptes titulaire et suppléant lorsque les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sont réunies.

Tout associé peut demander en justice la nomination d'un Commissaire aux Comptes.

Les Commissaires aux Comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES - FORMES ET MODALITES

1 - La volonté des associés s'exprime par les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles ont pour objet une modification des statuts et d'ordinaires dans les autres cas.

2 - Ces décisions résultent, au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une Assemblée Générale est obligatoire pour l'approbation annuelle des comptes et pour toutes autres décisions si l'un des associés le demande.

L'Assemblée Générale est convoquée par la Gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés et contenant indication des jour, heure et lieu ainsi que de l'ordre du jour de la réunion. Elle peut être convoquée par tout associé si elle est appelée à statuer sur la révocation du ou des Gérants.

Elle se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé muni de son pouvoir.

L'Assemblée est présidée par un Gérant ou par l'associé qui l'a convoquée, qui peut être assisté d'un secrétaire pris parmi les associés ou en dehors d'eux.
Les délibérations sont constatées dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles, dans les conditions fixées par les règlements en vigueur et signés par chacun des associés.

Sauf pour l'approbation des comptes annuels, la Gérance peut toujours consulter par écrit les associés au lieu de les réunir en Assemblée.

Elle leur adresse alors par lettre recommandée avec demande d'avis de réception le texte des résolutions soumises à leur approbation, accompagné de tous documents et rapports nécessaires à leur information, ainsi qu'un bulletin de vote sur chaque résolution proposée.

Le délai imparti à chacun deux pour adresser ce bulletin à la Société dans les mêmes formes, est de quinze jours à compter de l'envoi de la consultation.

Si un associé, dans les huit jours, fait connaître à la Société, dans les mêmes formes, sa décision de voir les résolutions en cause soumises à une Assemblée d'associés, la procédure de

consultation écrite est arrêtée et la Gérance doit immédiatement convoquer l'Assemblée dans les formes et délais prévus ci-dessus, avec le même ordre du jour.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

Dans les huit jours de l'expiration de ce délai et si la réunion d'une Assemblée n'a été demandée par aucun associé, la Gérance dresse et signe le procès-verbal de la consultation sociale auquel sont annexées les réponses des associés. Ce procès-verbal est établi sur registre ou feuilles mobiles, comme indiqué ci-dessus.

3 - Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération ou de consultation des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

4 - Après dissolution de la Société, les attributions faites à la Gérance par le présent article sont dévolues dans les mêmes conditions aux liquidateurs.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la Société et excédant les pouvoirs des Gérants, pourvu qu'elles n'emportent pas modification des statuts ou approbation de cession de parts sociales.

Les décisions collectives ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

1 - Les cessions de parts sociales, les augmentations du capital et les réductions du capital non motivées par des pertes doivent être autorisées à l'unanimité des associés.

La révocation d'un Gérant associé ne peut être décidée qu'à l'unanimité des autres associés.

2 - Toutes autres décisions emportant modification des statuts doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.
Les associés peuvent notamment décider : la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société, la modification de la répartition des bénéfices et de l'actif social.

Ils peuvent aussi décider la transformation de la Société en Société d'une autre forme, sous réserve que soient respectées, le cas échéant, les conditions de révocation d'un Gérant associé qui s'opposerait à la transformation.

ARTICLE 22 - ARRETE DES COMPTES SOCIAUX

Il est dressé à la clôture de chaque exercice par les soins de la Gérance, un inventaire de l'actif et du passif et des comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

La Gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Les associés non Gérants disposent sur les livres et documents sociaux du droit de communication reconnu par la Loi et le Décret sur les Sociétés Commerciales. Ils peuvent également deux fois par an poser par écrit des questions sur la gestion sociale ; la Gérance doit répondre à ces questions également par écrit.

Par ailleurs, si à la clôture de l'exercice social, la Société répond à l'un des critères définis à l'article 244 du Décret du 23 mars 1967, la Gérance doit établir les documents prévisionnels et rapports d'analyse dans les conditions et selon la périodicité prévues par la Loi et le Décret.

ARTICLE 23 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et, le cas échéant, des sommes portées en réserve et augmenté du report bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les sommes dont la distribution est décidée sont attribuées aux associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Les pertes, s'il en existe, sont compensées d'abord avec le report bénéficiaire et les réserves. Leur solde éventuel est inscrit à un compte " report déficitaire " pour être imputé sur les bénéfices ultérieurs. Les associés, à l'unanimité, peuvent décider de prendre directement en charge ledit solde dans la proportion de leurs droits sociaux.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par la perte totale de son objet ou par décision judiciaire pour justes motifs.

Elle peut également être dissoute à tout moment par anticipation, par décision des associés prise dans les conditions prévues à l'article 21 ci-dessus.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, tout intéressé peut demander la dissolution si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 25 - LIQUIDATION

1 - A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, et sous réserve du cas prévu par l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil, la Société est aussitôt en liquidation et sa dénomination sociale est dès lors suivie de la mention " Société en liquidation " . Cette mention ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

La personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

2 - Les fonctions de la Gérance prennent fin par la dissolution de la Société sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité de la dissolution.
Les associés, par une décision collective ordinaire, nomment, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération ; le ou les Gérants alors en exercice peuvent être nommés liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination.

Leur mandat, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

3 - La Gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

La cession globale de l'actif de la Société ou l'apport de l'actif à une autre Société, notamment par voie de fusion, requiert le consentement unanime des associés.

4 - Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en Assemblée Ordinaire, dans les délais, formes et conditions prévus pour les assemblées visées par l'article 20 des statuts.

Ils consultent en outre les associés, dans les délais et formes prévus à l'article 19 des statuts, chaque fois qu'ils le jugent utile ou qu'il y en a nécessité. Les décisions sociales, selon leur nature, sont alors prises dans les conditions des articles 20 ou 21 des statuts.

5 - En fin de liquidation, les associés statuent à la majorité prévue à l'article 20, sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'Assemblée, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'Assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'avis de clôture de la liquidation est publié conformément à la Loi.

Le produit net de la liquidation est partagé entre les associés dans les proportions de leurs parts de capital.

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord, et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social.

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des

dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 26 – OPTION FISCALE

Conformément aux dispositions de l'article 239-1 alinéa 1 du Code Général des Impôts, les associés décident d'opter pour le régime de l'impôt sur les sociétés.

Fait à Paris
Le 01er avril 2019
Monsieur Alain BOUDOU
Gérant